

La démolition de la cité U commence

C'est la fin d'un feuilleton qui dure depuis plus de cinq ans. La destruction du bâtiment C, qui représente un quart de la résidence, vient de débuter.

ANTONY

Les manifestants protestent, les bulldozers passent. La démolition du bâtiment C, l'emblème de la résidence universitaire d'Antony (RUA), une des plus importantes d'Europe, vient tout juste de commencer. Le porche situé en face du commissariat et le toit ont commencé à être grignotés. L'immense barre de béton, un paquebot gris amarré en bordure de l'A 86, devrait retourner à la poussière d'ici deux mois. Heureux hasard du calendrier pour les défenseurs de la démolition, les travaux ont commencé au cœur du mois d'août quand étudiants et militants associatifs sont en vacances.

Un des enjeux majeurs des élections régionales

En juillet, le bâtiment C a été désamianté un an après avoir été muré. Ces douze derniers mois, cet ensemble de 500 chambres, sur un total d'environ 2 000, a cristallisé un conflit commencé il y a plusieurs années et qui s'éternise. D'un côté, la communauté d'agglomération des Hauts de Bièvres*, propriétaire de la résidence universitaire Jean-Zay, de l'autre un collectif d'anciens étudiants, de syndicats et de militants et élus de gauche. Les premiers sont favorables à une démolition partielle d'une cité U vieille de plus de cinquante ans et jugée vétuste et dangereuse, les seconds défendent un projet de réhabilitation. Selon eux, la



ANTONY, HIER. La démolition de la résidence universitaire d'Antony (RUA), l'une des plus importantes d'Europe, prendra fin d'ici à deux mois. Selon les défenseurs de la RUA, ces travaux cachent une opération immobilière. (L.P./I.C.)

démolition cache une opération immobilière...

L'Association des amis de la RUA (Aarua) a multiplié les manifestations ainsi que les actions en justice contre le permis de démolir. En début d'année, la RUA était même devenue un des enjeux majeurs des élections

régionales. A l'exception de l'UMP Valérie Pécresse, tous les autres candidats avaient consciencieusement défilé à Antony pour rappeler leur attachement à la résidence.

Aujourd'hui, l'agglo sort vainqueur du bras de fer. Pas question cependant, pour Georges Siffredi, son pré-

sident, de fanfaronner. « Désormais le plus important est de réaliser la réhabilitation lourde du bâtiment A. Les choses se mettent enfin à leur place », analyse calmement le maire de Châtenay-Malabry. « On y est enfin, soupire, soulagé, Jean-Yves Sénant, le maire UMP d'Antony. Concernant le bâtiment C, on est sur la dernière ligne droite. Nous sommes maintenant dans les actes ! » Pour les défenseurs de la cité U, la potion est amère. Des années de combat, de mobilisation, de manif réduites en poussière. « Le choc est rude, se désole Marie-Jo Weil-Ehrhard, présidente de l'Aarua. Nous n'arriverons plus à sauver le bâtiment C. On a fait tout ce qu'on a pu. Mais attention, on continue notre combat pour le reste de la cité U. Nous avons envoyé une lettre ouverte à l'Élysée. » En attendant la prochaine bataille, la vue va lentement se dégager sur le campus.

OLIVIER BUREAU

REPÈRES

Décembre 2004 : s'appuyant sur la loi de décentralisation, la communauté d'agglomération des Hauts de Bièvres (Cahb) demande à devenir propriétaire de la RUA. Mais la résidence est propriété du Crous et non de l'État.

Janvier 2005 : création de l'Association des amis de la résidence universitaire d'Antony (Aarua), qui milite pour la sauvegarde du site.

Octobre 2006 : un article est ajouté à la loi de décentralisation permettant de transférer aux collectivités les résidences universitaires relevant d'un établissement public.

Janvier 2009 : la Cahb vote le transfert de compétence pour la gestion de la RUA.

Juin 2009 : les étudiants du bâtiment C reçoivent des lettres les invitant à quitter les lieux avant le 30 juin. La maternelle située au

rez-de-chaussée du bâtiment est définitivement fermée.

Juillet 2009 : le bâtiment C est muré. Durant tout l'été des étudiants sont expulsés d'autres bâtiments.

Octobre 2009 : le conseil de la Cahb approuve un protocole visant à détruire la totalité des bâtiments C, G et H (819 chambres) et une partie des bâtiments D et F (607 chambres).

Août 2010 : début de la démolition du bâtiment C.

GENNEVILLIERS

Le conseiller général dévoile sa feuille d'impôt

Tout, vous saurez tout sur les revenus de Patrice Leclerc. Le conseiller général communiste de Gennevilliers vient de sacrifier à une tradition personnelle : rendre publique sa feuille d'impôt au cœur de l'été. A l'heure où les revenus, salaires et indemnités, entre autres, des élus font couler tant d'encre et de fiel, lui préfère jouer la transparence. « Nicolas Sar-

kozy publie son bulletin de santé, moi mon bulletin d'imposition », résume, un brin perfide, Patrice Leclerc.

Ses indemnités d'élu entièrement reversées

Outre un salaire de cadre, celui-ci perçoit 24 438 € d'indemnités d'élu soit environ 2 000 € mensuels. Pas question cependant d'en garder le

plus petit centime. Elu par le peuple, Patrice Leclerc reverse tout au Parti communiste même s'il n'y est plus encarté. Une manne pour le PC des Hauts-de-Seine. Elle figure à la rubrique « Dons aux œuvres ». Ce geste donne par ailleurs droit à une réduction fiscale. En clair, il n'est plus imposé sur cette somme. « L'objectif est de montrer que je ne m'enrichis pas

avec la fonction d'élu », précise Patrice Leclerc. Celui-ci accomplit cette démarche depuis 1989. Aujourd'hui, ces documents peuvent être consultés sur le blog de Patrice Leclerc, www.patrice-leclerc.org, à la rubrique biographie, en dessous des photos de l'élu lors de manif, en classe de neige ou bébé dans son bain... **O.B.**

BON PLAN

La piscine de Colombes à 1 € jusqu'à fin août

Le tarif d'entrée de la piscine olympique municipale de Colombes est fixé à 1 € jusqu'à la fin du mois d'août. Cette offre est valable pour les Colombiens âgés de 5 à 16 ans. A chaque entrée, venez muni d'une carte d'identité et d'un justificatif de domicile. Les horaires ont également été adaptés aux vacances : avec ouverture le lundi de 12 heures à 20 heures, du mardi au vendredi de 10 heures à 20 heures, le samedi de 10 heures à 19 heures et le dimanche de 9 heures à 19 heures.

■ Piscine de Colombes au parc de l'Île-Marante. Tél. 01.41.19.23.37 ou 01.41.19.23.30.

À NOTER

Inscrivez-vous à la rando de l'extrême

Pratiquer un raid sportif dans les Hauts-de-Seine, c'est possible ! Les inscriptions pour le Bossapass, la randonnée de l'extrême, sont ouvertes jusqu'au 23 septembre. Deux jours plus tard, ce sera le moment de passer à l'action. Au programme : 33 km, 1 100 m de dénivelé cumulé en forêt de Fausses-Reposes, Meudon et Clamart. Cette randonnée pédestre est également un challenge sportif ouvert aux randonneurs expérimentés, mais aussi à tous les pratiquants d'autres sports. Les inscriptions se font par mail à mail.rando92@yahoo.fr ou contact@tourisme-hautsdesemaine.com, ou encore en téléphonant au 01.46.93.92.92.

INSOLITE

Le plus petit bovin du monde naît en plein Paris



Camel rose à la ménagerie du jardin des Plantes (Paris, V^e) où est née, le 2 août, une femelle anoa, connue pour être la plus petite espèce de bovins existant au monde. La ménagerie est le seul parc zoologique de France à présenter des anoas qui, à l'état naturel, ne se trouvent qu'en Indonésie. A l'âge adulte, cet animal, qui vit une trentaine d'années, pèse en moyenne 200 kg et mesure 86 cm au garrot et 180 cm de long.